

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 10/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORIANCE (exCYEL)- SOA

10 allée Bienvenue
93160 Noisy-le-Grand

Références : 2023/0853
Code AIOT : 0006506112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 13/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'incendie survenu le 04/11/2023 au niveau du silo tampon de la chaudière biomasse. Elle a pour objet de vérifier a posteriori le respect des prescriptions applicables en cas de sinistre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m³ et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise du rapport d'accident	Code de l'environnement du 08/11/2023, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8 .6.7	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.4.1.1	/	Sans objet
4	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.1.1	/	Sans objet
5	Circulation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.6	/	Sans objet
6	Permanence humaine	Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 3	/	Sans objet
8	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.1	/	Sans objet
9	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/10/2022,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8.7.5.1		
10	Stockage de la biomasse issue de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 7	/	Sans objet
11	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il peut être retenu de la visite d'inspection que l'exploitant a convenablement appréhendé le sinistre, au sens des prescriptions qui lui étaient applicables.

Il est désormais attendu que l'exploitant recherche les causes de cet incendie, et en tire les conclusions nécessaires sur le fonctionnement et la sécurité de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise du rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/11/2023, article R512-69
Thème(s) : Situation administrative, Remise du rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : L'exploitant a remis un rapport d'accident par mail du 06 novembre 2023. Les éléments principaux sont consignés ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> - Déclenchement de l'alarme incendie liée au capteur CO (03h20) - Levée de doute par la société de gardiennage qui a appelé l'astreinte Cenergy - Arrivée du technicien d'astreinte (04h25). A son arrivée, prévient les pompiers et le cadre d'astreinte, le POI est déclenché. - Fermeture des vannes de barrages eaux industriels et pluviales, ouverture des portails. - Arrivée des pompiers (04h35) - Arrivée du Cadre d'astreinte qui a pris le rôle de DOI (04h50) - Déclenchement de l'aspersion déluge du silo tampon (04h55) - Intervention des pompiers sur la trémie tampon (04h35 – 13h15) : panache de fumée grise, pas de flamme. - Arrivée Adjoint chef d'Agence (08h30) - Mise en place du cordon de sécurité renforcé (demande d'un agent supplémentaire de sécurité) - Fin de l'intervention du SDIS (12:h30) – seule reste une équipe en surveillance - Départ de la dernière équipe de contrôle du SDIS (13h30)

<p>- Pour le reste du week-end, renforcement des rondes par la société de gardiennage.</p> <p>L'eau incendie est stockée dans le bassin de rétention (environ 135 m³), en attente d'une analyse pour un éventuel retraitement.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de perte humaine, sociale, ou de dégâts environnementaux. Les pertes matérielles sont en cours d'évaluation à date du rapport.</p> <p>Une enquête interne est en cours chez l'exploitant.</p> <p>L'inspection estime que ce rapport est en soit convenable compte-tenu des informations à disposition de l'exploitant à date de rédaction du rapport (2 jours après l'accident).</p> <p>Il est néanmoins demandé à l'exploitant d'enquêter plus en profondeur sur les causes de cet accident, ainsi que de se positionner sur la mise à jour de son Etude de Dangers (EDD), de son POI (Plan d'Opération interne), ainsi que de tout document ou procédure interne. Ces éléments seront consignés dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées sous 15 jours.</p> <p>De manière non exhaustive, il est attendu que l'exploitant se positionne sur les éléments suivants, identifiés par le SDIS et l'inspection des installations classées lors d'un échange de retour d'expérience faisant suite à l'accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nécessité de faire déclencher l'aspersion déluge du silo tampon plus tôt, - déblocage de la vis sans fin permettant de vidanger le silo tampon (apparemment bloqué par la détection de CO dans le bâtiment, - facilitation de la vidange manuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...
Constats : L'inspection des installations classées constate lors du tour de site que l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour dégager le site des éventuels déchets liés à la gestion du sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection constate que le dispositif d'isolement a été activé avant l'aspersion par le SDIS et a fonctionné correctement, le bassin de rétention s'étant rempli d'un volume correspondant à l'estimation du volume aspergé (135 m ³).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la réunion en salle, l'inspection interroge l'exploitant de manière inopinée sur l'état des stocks de biomasse présente sur site, l'exploitant donne les indications suivantes à partir des mesures de niveau de biomasse : Silo de contenance 4000 m ³ : 3838 m ³ Silo de contenance 1500 m ³ : 0 m ³ Silo tampon de contenance 100 m ³ : 0 m ³ . Ces indications sont cohérentes avec les constats visuels effectués par l'inspection lors du tour de site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des pompiers
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Lors du sinistre, les sapeurs pompiers ont pu accéder via leurs nacelles au silo tampon. L'inspection estime que la prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Permanence humaine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Permanence humaine
Prescription contrôlée : L'exploitation de la chaufferie biomasse et de ses annexes n'est pas admise sans présence humaine. Celle-ci doit permettre d'assurer de manière immédiate : - Les rondes de contrôles (avec l'appui de la supervision, des alarmes incendie, des caméras thermiques, détection d'étincelles, et sondes de températures) ; - En cas d'incendie, la mise en place des premières mesures d'urgences (appel des pompiers,

ouverture des accès et manœuvre des vannes de barrages isolant le site) ; - Préparer l'accueil des secours.
Constats : Un agent de sécurité de permanence était bien présent et a réalisé les missions prévues par la présente prescription. A noter que la chaudière biomasse en elle-même n'était pas en service, mais que le site était rentré dans une phase d'exploitation afin de préparer son démarrage pour la saison de chauffe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8 .6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...] Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement. [...]
Constats : L'inspection demande le document attestant de cette formation pour les agents de sécurité intervenant spécifiquement sur le site la nuit, ce que n'est pas en mesure de fournir l'exploitant. Il indique que la fourniture de cette liste n'est pas problématique, et indique avoir contacté son prestataire à ce sujet pour une réponse attendue dans les prochains jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Silo tampon
Prescription contrôlée : Le silo tampon de 100 m ³ dispose : - de 5 buses de déluge à actionnement manuel, - d'un capteur de température, - de sondes de niveau haut/niveau bas trémie, - de sondes de bourrages alimentateurs sortie trémie -de sondes niveau haut/bas trémie alimentateur.
Constats : L'inspection vérifie lors du tour de site que les capteurs désignés par la présente prescription sont bien présents aux emplacements désignés. Ceux-ci sont également bien présents sur l'imagerie de conduite disponible en salle de réunion (également désignée comme PC de crise en cas de besoin).

Le déroulé du sinistre montre qu' a minima, les 5 buses d'aspersion ainsi que le capteur de température sont fonctionnels.
La prescription est donc considérée comme respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 8.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. [...]
Constats : Lors du sinistre survenu le 04 novembre 2023, l'exploitant a bien pris la direction du POI, conformément à la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage de la biomasse issue de l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de la biomasse issue de l'incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant prévoit une zone de stockage biomasse afin de collecter le bois extrait d'un silo en cas d'incendie. Cette zone doit pouvoir être atteinte via le canon incendie du site. »
Constats : Les déchets de bois issus de la vidange du silo tampon de biomasse, d'un volume de l'ordre de 10 m ³ sont stockés dans une benne située sur l'espace prévu par la présente disposition. L'exploitant indique conserver ceux-ci à titre provisoire, aux fins de l'enquête interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique attendre les résultats d'analyse des eaux issues de la gestion de l'incendie (135 m ³) avant de la renvoyer vers le réseau d'assainissement ou vers la filière de déchets appropriées. Il indique également conserver la biomasse vidangée (10 m ³) le temps de l'enquête interne. Il est rappelé à l'exploitant son obligation de conserver les résultats d'analyse et les bordereaux de

suivi des déchets, qui devront être disponibles sur demande de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet